



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

RESSOURCES HUMAINES 4.1

N° : 2025-11-64

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

Date de convocation :

24 octobre 2025

Date d'affichage :

24 octobre 2025

VOTE :

Pour : 19

Abstentions : 14

Michel NUGUES
Patricia BIZOUERNE
Arlette ACOCA
Noëlle SULPIS
David PEREIRA
Lydia TCHARLAIAN (pvr D. PEREIRA)
Nicolas RONDEPIERRE
Nicolas CUADRADO
Patricia DJOSSOUVI
Nathalie RIBEMONT
Corinne RAOULT
Sandrine LADISA (pvr C. RAOULT)
Pierre-Marie SALLE
Didier BELOT

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE TROIS NOVEMBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE.

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjoints au Maire,
Michel BARRIERE, Marc LAMBLIN, Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Patricia BIZOUERNE, MICHEL NUGUES, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne, RAOULT, Patricia DJOSSOUVI, Didier BELOT – Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Olivier BELLATON (pouvoir à Chantal RATEAU), Sacha CAUDRON (Pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Roger JACOB (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Lydia TCHARLAIAN (pouvoir à David PEREIRA), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

MISE A JOUR DES POSTES

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

Depuis plusieurs décennies, il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. De nombreuses délibérations de création de postes ont vu le jour au fil des années.

Or, certaines anciennes délibérations ne sont pas en adéquation avec les exigences juridiques du Code Général de la Fonction Publique en vigueur depuis le 1^{er} mars 2022, et mis en application à partir du dernier trimestre 2025, qui, impose de préciser pour chaque poste créé le cadre d'emploi de recrutement, le grade, la rémunération, le temps de travail. Il convient donc de les mettre à jour.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20251103-2025-11-64-DE
Date de réception préfecture : 18/11/2025

Dans un soucis d'uniformisation des actes administratif, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le tableau en annexe, mettant à jour la création de l'ensemble des postes existants au Raincy à ce jour.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211-29 à L.2211-34,

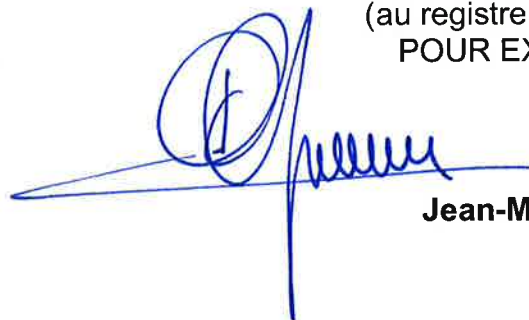
CONSIDERANT l'avis de la Commission vie municipale en date du 6 octobre 2025

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'APPROUVER la mise à jour des délibérations de création de postes conformément au tableau annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : DE DIRE que les dépenses inhérentes à cette décision seront imputées au Budget de l'exercice 2025 et suivants.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME



**Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire**

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.